



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté n°21-DRCTAJ/1- **450**

mettant en demeure Monsieur le Directeur de la SAS SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO de
mettre en conformité son installation d'imprimerie située sur la commune de
FONTENAY-LE-COMTE

Le Préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°02-DRCLE/1-596 du 26 novembre 2002 modifié autorisant la société SAC EMBALLAGES après régularisation administrative à exploiter un atelier d'impression et de complexage de films plastiques sur le territoire de la commune de Fontenay-le-Comte ;

Vu le don acte du préfet de la Vendée en date du 11 février 2015 délivré à la société SAC Emballages du bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 3670 pour une consommation annuelle maximale de solvants de 437 tonnes ;

Vu la déclaration faite au préfet de la Vendée, du transfert de l'autorisation environnementale de la société SAC EMBALLAGES au profit de la société SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO, actée par un courrier de la préfecture de Vendée du 04 juin 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-DRCTAJ-1-351 du 26 juin 2019 ;

Vu l'article 4.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°02-DRCLE/1-596 du 26 novembre 2002 susvisé qui dispose notamment

« Capacités de rétention

...

Chaque cuvette est étanche, vide en fonctionnement normal, résistante aux fluides (agressivité, pression), et aux chocs (collision), et aménagée pour séparer les produits incompatibles entre eux. Les aires de manipulation de ces produits répondent aux mêmes objectifs. »

Vu l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-DRCTAJ-1-351 du 26 juin 2019 susvisé qui dispose notamment concernant la foudre :

« Les dispositions relatives à la foudre de l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (Section III – articles 16 à 23) sont applicables au site. »

Vu l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-DRCTAJ-1-351 du 26 juin 2019 susvisé qui dispose notamment concernant les moyens incendie :

« L'exploitant actualise ses besoins en moyens incendie et met en œuvre les besoins complémentaires éventuellement identifiés. Les éléments de l'actualisation sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 28 mai 2021, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 19 mai 2021, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le sol de l'atelier de régénération des solvants est dégradé en plusieurs endroits ;
- la cuvette de rétention de 3 stockages fixes de solvants et de différents stockages mobiles de solvants est fissurée au niveau du sol ;

ce qui contrevient aux dispositions de l'article 4.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°02-DRCLE/1-596 du 26 novembre 2002 susvisé ;

Ce constat a déjà été réalisé le 19 novembre 2020 sans que l'exploitant ne mette en œuvre de mesures appropriées pour lever cet écart ;

Considérant que lors de la visite en date du 19 mai 2021, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas réalisé l'étude technique foudre et la vérification initiale du matériel devant être installé ce qui contrevient à l'article 4.1 l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-DRCTAJ-1-351 du 26 juin 2019 susvisé ;

Ce constat a déjà été réalisé le 19 novembre 2020 sans que l'exploitant ne mette en œuvre de mesures appropriées pour lever cet écart ;

Considérant que lors de la visite en date du 19 mai 2021, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas actualisé ses moyens incendie, ce qui contrevient à l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-DRCTAJ-1-351 du 26 juin 2019 susvisé ;

Ce constat a déjà été réalisé le 19 novembre 2020 sans que l'exploitant ne mette en œuvre de mesures appropriées pour lever cet écart ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- de l'article 4.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°02-DRCLE/1-596 du 26 novembre 2002 susvisé ;
- de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-DRCTAJ-1-351 du 26 juin 2019 susvisé ;
- de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-DRCTAJ-1-351 du 26 juin 2019 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO de respecter les prescriptions :

- de l'article 4.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°02-DRCLE/1-596 du 26 novembre 2002 susvisé ;
- de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-DRCTAJ-1-351 du 26 juin 2019 susvisé ;
- de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-DRCTAJ-1-351 du 26 juin 2019 susvisé.

ARRÊTE

Article 1 - La société SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO exploitant une installation d'imprimerie, sise rue du Moulin de la Groie à Fontenay-Le-Comte (85200), est mise en demeure de respecter les dispositions :

1) - de l'article 4.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°02-DRCLE/1-596 du 26 novembre 2002 susvisé qui dispose notamment

« Capacités de rétention

...

Chaque cuvette est étanche, vide en fonctionnement normal, résistante aux fluides (agressivité, pression), et aux chocs (collision), et aménagée pour séparer les produits incompatibles entre eux. Les aires de manipulation de ces produits répondent aux mêmes objectifs. »

en assurant en particulier l'étanchéité de la cuvette de rétention des trois stockages fixes de solvants en extérieur et du sol de l'atelier de régénération des solvants sous 5 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

2) - de l'article 4.1 l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-DRCTAJ-1-351 du 26 juin 2019 susvisé qui dispose :

« Les dispositions relatives à la foudre de l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (Section III – articles 16 à 23) sont applicables au site. » en remettant sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté une étude technique foudre et un rapport de vérification initiale ;

3) - de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-DRCTAJ-1-351 du 26 juin 2019 susvisé qui dispose :

« L'exploitant actualise ses besoins en moyens incendie et met en œuvre les besoins complémentaires éventuellement identifiés. Les éléments de l'actualisation sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. », en actualisant sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté ses moyens incendie et en disposant des justificatifs appropriés concernant notamment l'éventuelle mise en œuvre de moyens complémentaires.

Article 2 – Monsieur le Directeur de la SAS SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO adressera au préfet de la Vendée, **dans un délai de 5 mois** (1.1) et **12 mois** (1.2 et 1.3) à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 - Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement relatif aux installations classées ;

Article 4 - Conformément aux dispositions des articles L.171-11 du code de l'environnement et R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NANTES (6 allée de l'Île-Gloriette - BP 24111 - 44041 Nantes Cedex 1).

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 - Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de FONTENAY-LE-COMTE et pourra y être consultée.

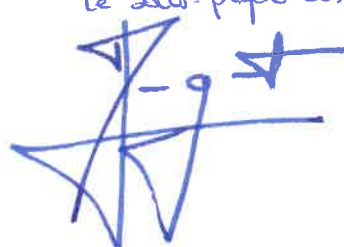
Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement.

Article 6 - La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une copie sera transmise au sous-préfet de FONTENAY LE COMTE.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 13 juillet 2021

P/ Le préfet,
Le Sous-préfet des Sables d'Olonne



Johann MOUGENOT

Arrêté n°21-DRCTAJ/1- 650

mettant en demeure Monsieur le Directeur de la SAS SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO, de mettre en conformité son installation d'imprimerie située sur la commune de FONTENAY-LE-COMTE